République Française

Délibération n° 2019/1
Budget primitif 2019. Budget principal et budget annexe

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 49
Nombre de présents : 41

Date de la convocation : 29/01/19
Compte rendu affiché : 06/02/19

Transmis en préfecture : 06/02/19

Présidente : Mme Michèle PICARD

Secrétaire : M. Hamdiatou NDIAYE

Elu(e)s :

Présent(e)s : Mme Michèle PICARD, Mme Yolande PEYTAVIN, M. Pierre-Alain MILLET, Mme Saliha PRUDHOMME-LATOUR, M. Idir BOUMERTIT, Mme Andrée LOSCOS, M. Djilannie BEN MABROUK, Mme Véronique CALLUT, M. Bayrem BRAIKI, Mme Véronique FORESTIER, Mme Sandrine PERRIER, Mme Danielle GICQUEL, M. Thierry VIGNAUD, Mme Valérie TALBI, M. Jean-Maurice GAUTIN, M. Abdelhak FADLY, Mme Amina AHAMADA MADI, M. Hamdiatou NDIAYE, Mme Paula ALCARAZ, M. Georges BOTTEX, M. Gilles ROUSTAN, M. Pierre MATEO, Mme Marie-Christine BURRICAND, M. Serge TRUSCELLO, M. Nacer KHAMLA, Mme Sandrine PICOT, M. Saïd ALLEG, Mme Sophia BRIKH, Mme Souad OUASMI, M. Aurélien SCANDOLARA, M. Maurice IACOVELLA, Mme Marie-Danielle BRUYERE, Mme Saliha MERTANI, M. Christophe GIRARD, Mme Houria TAGUINE, M. Nasser DJAIDJA, Mme Hidaya SAID, M. David INGLES, M. Damien MONCHAU, M. Pascal DUREAU, M. Lotfi BEN KHELIFA.

Absent(e)s : Mme Maite LAM.

Excusé(e)s : Monsieur Frédéric PASSOT.

Dépôt de pouvoir : M. Jean-Louis PIEDECAUSA à M. Serge TRUSCELLO, M. Mustafa GUVERCIN à M. Bayrem BRAIKI, Mme Nadia CHIKH à Mme Saliha PRUDHOMME-LATOUR, Mme Loan NGUYEN à M. Pierre-Alain MILLET, Mme Régia ABABSA à M. Idir BOUMERTIT, Mme Anne-Cécile GROLEAS à M. Pascal DUREAU.

Rapport n° 1
Budget primitif 2019. Budget principal et budget annexe

Direction Ressources Financières

Mesdames, Messieurs,

Vous avez débattu le 17 décembre 2018 des orientations budgétaires pour 2019. Il en résulte le projet de budget primitif pour l'exercice 2019 que je présente à votre discussion. La présentation par chapitres et opérations budgétaires est jointe en annexe, pour le budget principal et le budget annexe de la restauration scolaire et sociale. Elle correspond aux modalités de vote du budget décidées par délibération du Conseil municipal du 17 juin 1996.

I. Budget principal

Le budget principal proposé s'élève à 123 466 622 €, dont 11 370 461 € pour les opérations d'ordre et 112 096 161 € pour les opérations réelles, en très légère baisse (-0.9%) par rapport au budgété 2018 (budget supplémentaire inclus).

Les opérations réelles sont ventilées par section de la manière suivante :

	Dépenses			Recettes		
	Budgété 2018 (BP+BS+DM)	Proposition BP2019	Evolution	Budgété 2018 (BP+BS+DM)	Proposition BP2019	Evolution
Fonctionnement	91 748 816 €	92 290 700 €	0,6%	100 979 578 €	102 541 161 €	1,5%
Investissement	21 397 383 €	19 805 461 €	-7,4%	10 324 190 €	9 555 000 €	-7,5%
Total	113 146 199 €	112 096 161 €	-0,9%	111 303 768 €	112 096 161 €	0,7%

* dont résultat de clôture 2017 affecté au budget supplémentaire 2018

Je vous propose d'examiner la répartition par grandes masses des dépenses et recettes réelles pour chacune des sections, fonctionnement et investissement.

1. Section de fonctionnement

Recettes de fonctionnement

Recettes de fonctionnement : projet de budget 2019

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	BP 2018	Budgété 2018 (BP+BS+DM)	**BP 2019**	évolution BP19/ Budgété18	
DOMAINE ET SERVICES (70)	**7 405 192**	**7 405 192**	**7 302 922**	-1,4%	-102 270
Redevances des usagers	2 964 017	2 964 017	**2 960 272**	-0,1%	-3 745
Personnel mis à disposition	4 441 175	4 441 175	**4 342 650**	-2,2%	-98 525
IMPOTS ET TAXES (73)	**62 770 635**	**62 770 635**	**63 818 637**	1,7%	1 048 002
Produits des contributions directes	32 750 000	32 750 000	**33 700 000**	2,9%	950 000
Attribution de compensation	25 860 000	25 860 000	**25 860 000**	0,0%	0
Dotation Solidarité Communautaire	780 000	780 000	**780 000**	0,0%	0
Fiscalité indirecte + DSIL	3 380 635	3 380 635	**3 478 637**	2,9%	98 002
					0
DOTATIONS SUBVENTIONS (74)	**28 929 751**	**29 019 751**	**29 521 602**	1,7%	501 851
Dotation forfaitaire	5 700 000	5 557 362	**5 457 360**	-1,8%	-100 002
Dotation Solidarité Urbaine	14 385 705	14 618 343	**15 350 000**	5,0%	731 657
Dotation Générale de Décentralisation	416 000	416 000	**416 000**	0,0%	0
Compensations fiscales	2 279 236	2 279 236	**2 450 000**	7,5%	170 764
DDU / DPV	700 000	700 000	**700 000**	0,0%	0
Autres dotations et participations	5 448 810	5 448 810	**5 148 242**	-5,5%	-300 568
AUTRES PROD. GESTION (75)	1 034 000	**1 034 000**	**1 100 000**	6,4%	66 000
Revenus des immeubles	1 034 000	1 034 000	**1 100 000**	6,4%	66 000
Régies et DSP	0	0	**0**		0
PROD. FI (76) ET EXCEPT. (77)	150 000	**150 000**	**148 000**	-1,3%	-2 000
Cessions d'immobilisations		0	**0**		0
Divers (avoirs, régularisations...)	150 000	150 000	**148 000**	-1,3%	-2 000
ATTENUATION CHARGES (013)	600 000	**600 000**	**650 000**	8,3%	50 000
TOTAL RECETTES REELLES	100 889 578	100 979 578	**102 541 161**	1,5%	1 561 583
TOTAL HORS CESSIONS	100 889 578	100 979 578	**102 541 161**	1,5%	1 561 583

Les recettes prévisionnelles de fonctionnement pourraient progresser de 1.56M€, soit une évolution de 1.5% par rapport au niveau inscrit en 2018 (BP+BS+DM). Elles sont constituées des ressources suivantes :

Chapitre 70 : Domaine et services

Les redevances des usagers (2 960 k€) seraient stables. La ligne comprend notamment les redevances de la restauration scolaire (pour 42%, le montant varie selon le nombre de jours de fonctionnement), des services petite enfance (pour 16%), du cinéma (pour 14%), …

Les remboursements des salaires d'agents municipaux mis à disposition (auprès de la régie de la Restauration scolaire et sociale, du CCAS, de la Caisse des écoles, de la régie La Machinerie, de l'Office Municipal des Retraités et du CASC) sont en baisse de 2.2% (-98k€) en raison d'une réduction des personnels mis à disposition.

Chapitre 73 : Impôts et taxes

Les produits des contributions directes (taxes d'habitation et foncières) sont estimés à 33 700 k€, soit une hausse de 2.9% (+950 k€), sous l'effet de l'augmentation du volume des bases (constructions nouvelles, évolution des exonérations de taxe d'habitation) estimée à 0.7% et de la revalorisation des valeurs locatives de 2.2%[1].

Concernant plus particulièrement la taxe d'habitation, on rappellera que la réforme se met en œuvre progressivement avec un premier dégrèvement de 30% en 2018 de leur taxe d'habitation pour les ménages concernés, porté à 65% en 2019. S'agissant d'un dégrèvement, l'Etat se substituera au contribuable dans le paiement de l'impôt ce qui rend l'impact nul sur le budget de la collectivité. Le produit reste imputé au chapitre 73.

La politique fiscale ne se résume pas au vote des taux. Elle comprend aussi des abattements et exonérations qui peuvent être décidées par les collectivités, indépendamment des exonérations ou dégrèvements de droit.
La ville fait le choix de maintenir une politique fiscale soucieuse de la situation sociale et familiale des contribuables.
Cela se traduit de la manière suivante :

- Pour la taxe sur le foncier bâti : toutes les constructions nouvelles à usage d'habitation en sont exonérées les deux premières années.

La majorité des villes de l'agglomération lyonnaise ont supprimé totalement ou partiellement cette exonération.

- Pour la taxe d'habitation : 3 abattements sont institués :

1 À compter du 1er janvier 2018, l'article 99 de la loi de finances pour 2017, prévoit que la mise à jour périodique forfaitaire des valeurs locatives foncières sera désormais liée au dernier taux d'inflation annuelle totale constaté (taux du mois de novembre), au lieu du taux d'inflation annuelle prévisionnel jusqu'en 2016.

- un abattement général à la base qui bénéficie à 100% des foyers, qui consiste à réduire l'assiette imposable de 519€ (soit 16% de la valeur locative moyenne),
- un abattement de 20% pour chaque personne à charge au sein du foyer,
- un abattement de 10% pour les personnes handicapées.

L'attribution de compensation de l'ancienne taxe professionnelle versée par la Métropole devrait être stable par rapport à 2018 et s'établir à 25.8M€. .

La dotation de solidarité communautaire versée par la Métropole (dotation de péréquation versée aux communes sur la base de critères fiscaux et sociaux) est également gelée à 780 k€.

Les produits de la fiscalité indirecte et de la dotation de soutien à l'investissement (3 478 k€) sont prévus en hausse de 2.9% (+98 k€), prenant en compte :

- l'intégration d'une recette de 400 k€ au titre du fonds de soutien à l'investissement public local au titre des projets ayant donné lieu à l'attribution d'une participation de l'Etat ;
- un ajustement de recettes au titre de la taxe locale sur la publicité extérieure (+50k€) ;

Chapitre 74 : dotations et subventions

La part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement (DGF) pourrait baisser d'environ 100k€ en 2019 par rapport à 2018 sous l'effet de l'écrêtement calculé sur la base du potentiel fiscal.

La dotation de solidarité urbaine (DSU) est estimée à 15.3 millions d'euros (+730k€ au regard de la croissance de l'enveloppe dédiée à cette dotation au niveau national).

La dotation générale de décentralisation (DGD), versée par l'Etat pour financer le transfert de compétence du service communal d'hygiène et de santé, est gelée depuis plusieurs années à 416 k€.

Les compensations fiscales sont versées par l'Etat pour compenser les pertes de recettes induites par les exonérations légales des contributions directes. Elles devraient augmenter d'environ 110k€ (+4.9%) sous l'effet de l'augmentation des ménages exonérés.

La dotation politique de la ville (DPV), créée au profit de communes aux populations socialement fragilisées, finance des projets de fonctionnement ou d'équipement retenus par le Préfet. Les versements, lissés sur plusieurs années, dépendent de l'avancement de la réalisation des projets. 0,7 million d'euros est prévu sur 2019.

Enfin, l'ensemble des autres dotations et participations est prévu en baisse de 5.5% (-300 k€) pour un volume de 5,1 millions d'euros, du fait de la perte du fonds d'amorçage pour les rythmes scolaires.
Cette enveloppe intègre également les participations versées par l'Etat (financement des rythmes scolaires calculé jusqu'au 3° trimestre 2019, fonds politique de la ville....), la Métropole (fonctionnement de l'école de musique, actions de gestion sociale et urbaine de proximité, utilisation des équipements sportifs par les collèges...) et divers co-financeurs.

Chapitre 75 : autres produits de gestion

Les revenus des immeubles (1,1million d'euros) correspondent à l'encaissement de loyers et au remboursement de charges locatives ainsi qu'aux produits des locations temporaires des salles municipales. La hausse de 6.4% est liée à un ajustement des inscriptions budgétaires au regard du niveau de réalisation constaté en 2018.

Aucun produit des régies n'est prévu au budget primitif. Cette recette est traditionnellement inscrite au budget supplémentaire.

Chapitres 76 et 77 : produits financiers et exceptionnels

148 k€ prévus concernent des avoirs et régularisations de factures payées sur les exercices antérieurs.

Chapitre 013 : atténuations de charges

650 k€ correspondent à des remboursements de salaires et cotisations de la part de l'assurance (au titre du risque statutaire) et des caisses de sécurité sociale. Elles sont en hausse de 50k€ (+8.3%).

Dépenses de fonctionnement

La Ville de Vénissieux fait partie des collectivités territoriales qui ont été amenées à contractualiser avec l'Etat une certaine évolution de leurs dépenses réelles de fonctionnement. Suite aux négociations avec le Préfet, la Ville a pu obtenir un taux de 1.46%.
Ainsi l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement pour 2018-2020 devra respecter la trajectoire suivante :

	Rappel de la base 2017	**2018**	**2019**	**2020**
Montant des dépenses réelles de fonctionnement	88 337 133 €	89 626 855 €	90 935 407 €	92 263 064 €

La Ville poursuit donc une gestion rigoureuse assurant la maîtrise de ses dépenses avec cette nouvelle contrainte.
Les montants de dépenses contractualisés font l'objet d'un retraitement comptable par l'Etat. Les produits considérés comme des atténuations de charges sont soustraits du total des dépenses de fonctionnement. Le périmètre des dépenses contractualisées ne correspond donc pas à celui des dépenses de fonctionnement.

Dépenses de fonctionnement : projet de budget 2019

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	BP 2018	Budgété 2018 (BP+BS+DM)	**BP 2019**	évolution BP19/ Budgété18	
CHARGES GENERALES (011)	18 733 666	18 823 666	**18 825 865**	0,0%	2 199
Prestations des services	11 798 666	11 888 666	**11 974 085**	1%	85 419
Restauration scolaire	2 180 000	2 180 000	**2 230 780**	2,3%	50 780
Fluides (eau, gaz, électricité…)	4 755 000	4 755 000	**4 621 000**	-2,8%	-134 000
CHARGES PERSONNEL (012)	61 500 000	61 500 000	**62 398 500**	1,46%	898 500
AUTRES CHARGES GEST. (65)	8 064 400	8 064 400	**8 005 800**	-0,7%	-58 600
Subventions associations	4 740 200	4 740 200	**4 740 200**	0,0%	0
Subv. CCAS Caisse écoles	2 190 700	2 190 700	**2 176 000**	-0,7%	-14 700
Autres	1 133 500	1 133 500	**1 089 600**	-3,9%	-43 900
CHARGES FINANCIERES (66)	1 600 000	1 600 000	**1 300 000**	-18,8%	-300 000
CHARGES EXCEPT. (67)	1 730 750	1 730 750	**1 730 535**	0,0%	-215
Subv. Régies personnalisées	1 574 750	1 574 750	**1 583 735**	0,6%	8 985
Autres	156 000	156 000	**146 800**	-5,9%	-9 200
PROVISIONS (68)	30 000	30 000	**30 000**	0,0%	0
TOTAL DEPENSES REELLES	91 658 816	91 748 816	**92 290 700**	0,6%	541 884

Les dépenses réelles de fonctionnement sont proposées en évolution de 0,6% (soit +540k€). Elles comprennent :

Chapitre 011 : charges à caractère général

Le chapitre est globalement stable (0% d'évolution- 18 826K€). Il comprend :

Les prestations de fournitures et services sont proposées pour 11 974 k€ c'est-à-dire, à un niveau légèrement supérieur aux crédits inscrits en 2018 de 1% soit +85 k€. Cette hausse est liée notamment au surcoût

engendré par le nouveau contrat d'assurance des biens de la Ville suite à la résiliation de Balcia en août 2018.

Les dépenses liées à la restauration scolaire (achat de repas à prix coûtant à la régie autonome de restauration) sont prévues pour 2 230 k€ (+2.3%, soit +50 k€). La hausse s'explique par l'augmentation du nombre de convives.

Les fluides (eau, gaz, électricité...) sont proposés pour 4 620 k€, en baisse de 2.8% (-134 k€) sur la base des réalisations de consommation ces dernières années.

Chapitre 012 : dépenses de personnel

62 398 k€ sont proposés en dépenses de personnel, soit une progression de 1.46% par rapport aux crédits votés en 2018.

Cette progression est principalement due au glissement-vieillesse-technicité (GVT) qui correspond à l'évolution de la carrière des agents publics, et à la reprise de la mise en œuvre de la réforme nationale statutaire issue du Protocole Parcours Professionnel Carrières et Rémunérations (PPCR).

Pour contenir la progression de sa masse salariale et respecter son taux d'évolution de ses dépenses contractualisé, la Ville engage des actions sur les charges non structurelles (maîtrise des vacations, remplacements, saisonniers, et heures supplémentaires) comme sur les charges structurelles (non remplacement systématique des départs en retraite, mutualisation de fonctions internes, conditions d'évolutions de carrière des agents).

Chapitre 65 : autres charges de gestion courante

Les subventions aux associations et personnes de droit privé assimilées sont stables pour un volume de 4 740k€.
Les subventions aux établissements publics rattachés à la Ville (CCAS et Caisse des écoles) sont proposées pour un montant global de 2 176 k€. Cette baisse de 14 700 euros est due à un ajustement de la subvention du CCAS sur le Fond d'Aide aux Jeunes.

Enfin, les autres dépenses du chapitre (1 089 k€, en baisse de 4.2%) comprennent essentiellement les contributions obligatoires aux écoles privées, des participations à des organismes publics partenaires et diverses charges de gestion (indemnités des élus, admissions en non-valeur...). L'évolution est due au départ de l'école privée La Xavière du territoire de Vénissieux et donc en conséquence une réduction de l'enveloppe allouée aux écoles privées.

Chapitre 66 : charges financières

En lien avec la trajectoire de désendettement de la commune, il est proposé de baisser les charges financières de 18% (-300k€) et d'inscrire 1 300 000€.

Chapitre 67 : charges exceptionnelles

Les subventions aux régies personnalisées (Journal Expressions et Régie la Machinerie) sont proposées pour un montant de 1 583 k€ soit une hausse de 9 000€ par rapport aux crédits inscrits en 2018 affectée à la Machinerie. Toutefois cette hausse en dépenses se retrouve en recettes puisque la Machinerie remboursera davantage de mises à disposition de personnel.

Enfin, 146 k€ sont prévus pour diverses charges de régularisation de gestion, en baisse de 9 k€ (titres annulés sur exercices antérieurs...).

Chapitre 68 : provisions

Un crédit de 30 000 € est inscrit pour permettre à la collectivité de faire face à la survenance éventuelle d'un risque à provisionner au cours de l'exercice.

Autofinancement

Le solde des recettes et dépenses de fonctionnement constitue l'autofinancement qui permet d'alimenter la section d'investissement. Il s'élève ainsi à 10 250 461 € soit un niveau supérieur à 2018 où l'autofinancement s'établissait à 9 230 732€.

Section d'investissement

Recettes d'investissement

Recettes d'investissement : projet de budget 2019

RECETTES D'INVESTISSEMENT	BP 2018	Budgété 2018 (BP+BS+DM)	**BP 2019**	évolution BP19/ Budgété18	
RESSOURCES PROPRES	2 924 190	2 924 190	**2 555 000**	-12,6%	-369 190
Subventions (13)	150 000	150 000	**150 000**	0,0%	0
FCTVA (10)	1 840 000	1 840 000	**1 700 000**	-7,6%	-140 000
Taxe d'aménagement (10)	160 000	160 000	**160 000**	0,0%	0
Opération mandat, cpt tiers (45)	100 000	100 000	**100 000**	0,0%	0
Autres (dépôts et cautions…16)	5 000	5 000	**5 000**	0,0%	0
Cessions d'immobilisations (024)	625 000	625 000	**410 000**	-34,4%	-215 000
Immo. Financières (26/27)	44 190	44 190	**30 000**	-32,1%	-14 190
					0
Emprunts et assimilés (16)	7 400 000	4 405 000	**7 000 000**	58,9%	2 595 000
					0
TOTAL RECETTES REELLES	10 324 190	7 329 190	**9 555 000**	30,4%	2 225 810
TOTAL HORS CESSIONS	9 699 190	6 704 190	**9 145 000**	36,4%	2 440 810

Les recettes réelles d'investissement, proposées pour 9 555 000€ sont constituées :

- de la récupération partielle de la TVA acquittée en N-2 sur les dépenses d'équipement, via le Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) pour 1 700 k€ (le montant de FCTVA étant lié au niveau de réalisation des dépenses d'équipement de l'année N-2, la recette prévue fluctue),

- quelques subventions (150 k€) dont le montant est relativement faible depuis que la Métropole a fait le choix de ne pas prolonger le dispositif d'accompagnement des investissements communaux, composé essentiellement de subventions de la part d'autres collectivités (région sur l'action culturelle, Métropole) et de l'Etat (action de lutte contre la pollution),

- du reversement d'1/8 de la taxe d'aménagement perçue par la Métropole sur le territoire vénissian et permettant la participation au financement des équipements publics par les constructeurs, pour 160 k€,

- du remboursement de travaux réalisés pour compte de tiers (pour raison de sécurité et salubrité publique) pour 100 k€,

- des cessions pour 410 K€. Ces crédits correspondent à la cession de terrains de l'ilot Croizat/Houel/Ferry.

- du recours à l'emprunt pour un montant prévisionnel de 7 millions d'euros (montant identique à l'inscription au BP 2018 et avait été ramené à 4.4 millions d'euros au budget supplémentaire).

  Avec une dette au 1er janvier 2019 qui atteint 50 873 096€ (-4.2 M€ par rapport au 1er janvier 2018) soit 786 € /habitant, la capacité de désendettement de la Ville s'établit à 5 ans.

  Sur ce point, on rappellera que le contrat signé par la Ville avec l'Etat prévoit également une trajectoire du besoin de financement (qui se définit comme les emprunts minorés des remboursements de dette). Le non respect de l'objectif n'entraînera pas d'activation d'un malus sur la DGF, toutefois en cas de respect de la trajectoire, la Ville pourra négocier une majoration de DSIL.

	2017 (rappel)	**2018**	**2019**	**2020**
Besoin de financement contractualisé (€)	– 1 959 859 €	-3 412 000€	473 000€	1 138 000€

Dépenses d'investissement

Dépenses d'investissement : projet de budget 2019

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	BP 2018	Budgété 2018 (BP+BS+DM)	**BP 2019**	évolution BP19/ Budgété18	
EQUIPEMENT	13 749 952	15 532 383	**14 170 461**	-8,8%	-1 361 922
Travaux et acquisitions	12 949 952	14 732 383	**13 320 461**	**-9,6%**	**-1 411 922**
800 - maison des services publics	150 000	150 000	**1 600 000**		
820 - schéma directeur des locaux	250 000	250 000	**250 000**		
830 - moyens techniques	800 000	1 100 000	**800 000**		
952 - GS Flora Tristan	326 000	256 000	**90 000**		
953 - construction UCP	5 000 000	5 550 000	**2 200 000**		
954 - extension GS Joliot Curie	100 000	30 000	**5 000**		
955- GS Charréard	0	50 000	**1 000 000**		
961 - schéma dir. des écoles	1 000 000	1 000 000	**860 000**		
20 - immobilisations incorporelles	100 000	100 000	**100 000**		
21 - immobilisations corporelles	1 798 952	2 648 952	**2 920 461**		
23 - immobilisations en cours	3 425 000	3 597 431	**3 495 000**		
Participations (204)	800 000	800 000	**850 000**	6,3%	50 000
OPERATIONS FINANCIERES	5 705 000	5 705 000	**5 505 000**	-3,5%	-200 000
Remboursement de capital	5 700 000	5 700 000	**5 500 000**	-3,5%	-200 000
Autres (cautions …)	5 000	5 000	**5 000**	0,0%	0
OPERATIONS SOUS MANDAT ET POU	100 000	100 000	**100 000**	0,0%	0
Participations créances (26/27)	0	60 000	**30 000**		
TOTAL DEPENSES REELLES	19 554 952	21 397 383	**19 805 461**	-7,4%	-1 591 922

*Les crédits 2018 comprennent les reports votés lors du budget supplémentaire, qui correspondent aux engagements comptables non soldés avant le 31/12/2017 et reportés sur l'exercice n+1

Les dépenses d'investissement sont proposées pour 19 805 k€, dont 14 170 k€ pour les dépenses d'équipement et 5 500 k€ pour le remboursement du capital de la dette.

5,3 millions d'euros seront dédiés à la maintenance du patrimoine avec :

- la maintenance du patrimoine bâti (gymnases, stades, crèches, salles municipales…) : 1,9M€;
- la maintenance du patrimoine non bâti (travaux d'embellissement, tranquillité, sécurité) : 1,8M€;

- le schéma directeur des écoles dédié à la réhabilitation des écoles maternelles et primaires : 0.860M€ ;
- les moyens techniques des services : 0,8M€.

Au-delà des crédits dédiés à la maintenance, les opérations qui présenteront un niveau élevé d'inscriptions budgétaires sont les suivantes :

- la reconfiguration de la Maison des services publics pour 1,6M€
- la construction de la cuisine centrale pour 2,2M€
- la rénovation du groupe scolaire Pasteur pour 1,2M€
- l'extension du groupe scolaire Charréard pour 1M€

En outre, il est proposé d'affecter 850 k€ aux participations d'aménagement urbain et de logement social. Ce montant est évalué chaque année selon l'avancement des opérations subventionnées.

Enfin, 100 k€ sont proposés pour assurer le financement des opérations pour compte de tiers, intégralement remboursées à la Ville et 30 000€ en chapitre 27 au titre d'une avance de trésorerie remboursable au CERTA.

II. Budget annexe de la régie autonome de la restauration scolaire et sociale

Le budget annexe est proposé en dépenses et en recettes, pour les opérations réelles de fonctionnement, à 2 824 176 €, soit une quasi stabilité par rapport aux crédits inscrits au BP 2018 (2 823 219€).

Le budget prend en compte une augmentation des effectifs de restauration et une stabilité du coût de l'assiette.

Ainsi, les charges à caractère général (chapitre 011) sont proposées en hausse de 0.65%. Le coût de l'assiette est maintenu à 1.90€ / repas, malgré l'évolution des prix à la consommation qui ont augmenté de 2.3% sur un an.
Les dépenses de personnel (chapitre 012) sont quasi stables (-0.58%) et s'établissent à 1 339 966€.

Les recettes sont constituées quasi exclusivement des ventes de repas à prix coûtant au budget principal.

République Française

Le Conseil municipal,
Le rapport de Madame Le Maire, entendu,
Vu l'avis du Bureau municipal du 21 janvier 2019 après en avoir délibéré,

A la majorité
décide de :
- approuver le budget primitif 2019 du budget principal et du budget annexe, par chapitres, tels que présentés dans la maquette annexée.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits et ont signé les membres présents.

Pour expédition certifiée conforme

Pour le Maire
La Première Adjointe
Yolande PEYTAVIN

PROJET DE BUDGET PRIMITIF 2019
PRESENTATION PAR CHAPITRES

BUDGET PRINCIPAL

DEPENSES			RECETTES		
Chapitres	**BP 2018**	**BP 2019**	**Chapitres**	**BP 2018**	**BP 2019**
FONCTIONNEMENT					
Opérations réelles			Opérations réelles		
011-charges à caractère général	18 733 666,00	**18 825 865,00**	013-atténuations de charges	600 000,00	**650 000,00**
012-charges de personnel	61 500 000,00	**62 398 500,00**	70-produits des services	7 405 192,00	**7 302 922,00**
65-autres charges de gestion courantes	8 064 400,00	**8 005 800,00**	73-impôts et taxes	62 770 635,00	**63 818 637,00**
66-charges financières	1 600 000,00	**1 300 000,00**	74-dotations et participations	28 929 751,00	**29 521 602,00**
67-charges exceptionnelles	1 730 750,00	**1 730 535,00**	75-autres produits de gestion courante	1 034 000,00	**1 100 000,00**
68-dotations aux provisions	30 000,00	**30 000,00**	76-produits financiers	100,00	**100,00**
			77-produits exceptionnels	149 900,00	**147 900,00**
Total opérations réelles	91 658 816,00	**92 290 700,00**	Total opérations réelles	100 889 578,00	**102 541 161,00**
Opérations d'ordre			Opérations d'ordre		
023-virement à la section d'invest.	5 290 762,00	**6 310 461,00**	002-résultat reporté		
042-transfert entre sections	4 000 000,00	**4 000 000,00**	042-transfert entre sections	60 000,00	**60 000,00**
Total opérations d'ordre	9 290 762,00	**10 310 461,00**	Total opérations d'ordre	60 000,00	**60 000,00**
Total section	100 949 578,00	**102 601 161,00**	Total section	100 949 578,00	**102 601 161,00**
INVESTISSEMENT					
Opérations réelles			Opérations réelles		
20-immobilisations incorporelles	100 000,00	**100 000,00**	13-subventions	150 000,00	**150 000,00**
204-subventions d'équipement	800 000,00	**850 000,00**	16-emprunts et dettes assimilées	7 405 000,00	**7 005 000,00**
21-immobilisations corporelles	1 798 952,00	**2 920 461,00**			
23-immobilisations en cours	3 425 000,00	**3 495 000,00**			
800-maison des services publics	150 000,00	**1 600 000,00**	27-autres immobilisations financières	44 190,00	**30 000,00**
820-schéma directeur des locaux	250 000,00	**250 000,00**	10-dotations, fonds divers	2 000 000,00	**1 860 000,00**
826-extension nouveau cimetière			024-produits des cessions d'immobilisation	625 000,00	**410 000,00**
830-moyens techniques de la collectivité	800 000,00	**800 000,00**	4542- travaux pour compte de tiers	100 000,00	**100 000,00**
951-école et maison de l'enfance Joliot Curie			4582-opérations sous mandat		
952-nouveau groupe scolaire du Centre	326 000,00	**90 000,00**			
953-unité centrale de production	5 000 000,00	**2 200 000,00**			
954-extension joliot curie	100 000,00	**5 000,00**			
955-Groupe Scolaire Charréard		**1 000 000,00**			
961-schéma directeur des écoles	1 000 000,00	**860 000,00**			
16-emprunts et dettes assimilées	5 705 000,00	**5 505 000,00**			
4541- travaux pour compte de tiers	100 000,00	**100 000,00**			
4581 - opérations sous mandat					
27- Participations créances		**30 000,00**			
Total opérations réelles	19 554 952,00	**19 805 461,00**	Total opérations réelles	10 324 190,00	**9 555 000,00**
Opérations d'ordre			Opérations d'ordre		
001-solde reporté			021-virement section fonctionnement	5 290 762,00	**6 310 461,00**
040-transfert entre section	60 000,00	**60 000,00**	040-transfert entre section	4 000 000,00	**4 000 000,00**
041-opérations patrimoniales	1 000 000,00	**1 000 000,00**	041-opérations patrimoniales	1 000 000,00	**1 000 000,00**
Total opérations d'ordre	1 060 000,00	**1 060 000,00**	Total opérations d'ordre	10 290 762,00	**11 310 461,00**
Total section	20 614 952,00	**20 865 461,00**	Total section	20 614 952,00	**20 865 461,00**

BUDGET ANNEXE - REGIE RESTAURATION SCOLAIRE ET SOCIALE

DEPENSES			RECETTES		
Chapitres	**BP 2018**	**BP 2019**	**Chapitres**	**BP 2018**	**BP 2019**
FONCTIONNEMENT					
Opérations réelles			Opérations réelles		
011-charges à caractère général	**1 450 625,00**	**1 460 010,00**	013-atténuations de charges	**10 000,00**	**10 000,00**
012-charges de personnel	**1 347 794,00**	**1 339 966,00**	70-produits des services	**2 791 219,00**	**2 792 176,00**
65-autres charges de gestion courantes	**1 800,00**	**1 200,00**	74-dotations et participations		
67-charges exceptionnelles	**1 000,00**	**1 000,00**	77-produits exceptionnels		
Total opérations réelles	**2 801 219,00**	**2 802 176,00**	Total opérations réelles	**2 801 219,00**	**2 802 176,00**
Opérations d'ordre			002-résultat reporté		
023-virement à la section d'invest.			Opérations d'ordre		
042-transfert entre sections	**22 000,00**	**22 000,00**	042-transfert entre sections	**22 000,00**	**22 000,00**
Total opérations d'ordre	**22 000,00**	**22 000,00**	Total opérations d'ordre	**22 000,00**	**22 000,00**
Total section	**2 823 219,00**	**2 824 176,00**	Total section	**2 823 219,00**	**2 824 176,00**
INVESTISSEMENT					
Opérations réelles			Opérations réelles		
10-dotations, fonds divers					
Total opérations réelles		**0,00**	Total opérations réelles		
Opérations d'ordre			001-solde reporté		
10 -dotations, fonds divers			Opérations d'ordre		
040 -stocks matières premières alimentaires		**22 000,00**	040 -stocks matières premières alimentaires		**22 000,00**
Total opérations d'ordre		**22 000,00**	Total opérations d'ordre		**22 000,00**
Total section		**22 000,00**	Total section		**22 000,00**